



Assemblée parlementaire de l'OTAN

COMPTE RENDU

de la réunion de la Commission de l'économie et de la sécurité
Salle Neuilly, Palais des Congrès, Paris, France

Samedi 27 mai 2006

LISTE DE PRESENCE

Président	Paul E. Gillmor (Etats-Unis)
Vice-président	Jean-Luc Reitzer (France)
Rapporteur général	Jos van Gennip (Pays-Bas)
Président de la Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques	Hugh Bayley (Royaume-Uni)
Vice-présidents de la Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques	John Sewel (Royaume-Uni) John Tanner (Etats-Unis)
Corapporteurs de la Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques	Petras Austrevicius (Lituanie) John Boozman (Etats-Unis)
Président de la Sous-commission sur la coopération et la convergence économiques Est-Ouest	Kurt Bodewig (Allemagne)
Vice-président de la Sous-commission sur la coopération et la convergence économiques Est-Ouest	André Rouvière (France)
Rapporteur de la Sous-commission sur la coopération et la convergence économiques Est-Ouest	Margus Hanson (Estonie)
Président de l'AP-OTAN	Pierre Lellouche (France)
Secrétaire Général	Simon Lunn
Délégations membres	
Belgique	Philippe Mahoux
Bulgarie	Tatyana Doncheva
Canada	Leon Benoit
	Jane Cordy
	Roy Cullen
	Joseph A. Day
	Marcel Proulx
République tchèque	Jaroslav Mitlener
Estonie	Tiit Matsulevits
France	Francis Hillmeyer
Allemagne	Wolfgang Götzer
	Robert Hochbaum
	Hellmut Königshaus
	Kurt J. Rossmannith
	Ingo Wolf
Grèce	Ilias Papailias
	Assimina Xirotiri-Aikaterinari
Islande	Magnús Stefánsson

Italie	Alessandro Forlani Luigi Marino Gianni Nieddu
Lettonie	Dzintars Rasnacs
Norvège	Tore Nordtun
Pologne	Michal Jach Tadeusz Mackala
Portugal	José Mota de Andrade Jorge Neto Antonio Ramos Preto
Roumanie	Constantin Nita Marcu Tudor
Slovaquie	Ján Kovarcik
Slovénie	Franc Kangler
Espagne	Segundo Bru Rafael Estrella Alejandro Muñoz-Alonso
Turquie	Aziz Akgül
Royaume-Uni	Bruce George Jimmy Hood Paul Keetch Peter Viggers
Etats-Unis	Wayne Allard Michael Bilirakis Jo Ann Emerson Charles Grassley Joel Hefley Patrick Leahy Dennis Moore Jeff Sessions Ellen Tauscher Tom Udall
Délégations associées	
Arménie	Artur Petrosyan
Autriche	Walter Murauer Detlev Neudeck
Azerbaïdjan	Ziyafat Asgarov Tahir Suleymanov
Croatie	Marin Jurjevic Velimir Plesa
Finlande	Suvi-Anne Siimes
Fédération de Russie	Victor Dobrosotski Franis Sayfullin Oleg Tolkachev Victor Voitenko
Suisse	Edi Engelberger
Ukraine	Valeriy Kelestyn Andriy Shkil
Délégations associées méditerranées	
Algérie	Abdelkrim Harchaoui
Jordanie	Reyad Abu Karaki

Parlement européen

Ana Maria R.M. Gomes
Paulo Casaca

Observateurs parlementaires

Japon
Kazakhstan

Masataka Suzuki
Zhandarbek Kakishev

Orateurs

Ambassadeur John Ritch,
directeur général, Association nucléaire
mondiale

Donald J. Johnston, Secrétaire général de
l'OCDE

Invité

S.E.M. Zhao Jinjun, ambassadeur de
Chine en France

Secrétariat international

Paul Cook, directeur
Helen Cadwallender, coordinatrice
Anna Macdonald, assistante de recherche
Devon L. Manz, assistant de recherche

I. Exposé de l'ambassadeur John Ritch, Directeur Général, Association Nucléaire Mondiale, *Pour une bonne politique énergétique : le défi majeur posé par la sécurité et le développement international durable*

1. **John Ritch** démontre comment l'énergie nucléaire répond à trois impératifs énergétiques globaux : (i) un impératif de survie : transition vers des technologies d'énergie propre ; (ii) un impératif moral : dissémination de technologies énergétiques durables et abordables ; et (iii) un impératif national : optimiser l'autonomie énergétique. Selon M. Ritch, l'énergie nucléaire pourrait déclencher une révolution de l'énergie propre. Dans le contexte énergétique global actuel, M. Ritch évoque le défi que représentent le changement climatique, l'expansion de la population mondiale, les conditions économiques mondiales, ainsi que la combinaison de ces trois facteurs, qui se traduit par une augmentation des besoins énergétiques. Il discute de certains défis posés par une renaissance du nucléaire et plaide en faveur d'une nette augmentation de la capacité énergétique nucléaire.

2. **André Rouvière** (FR) se dit préoccupé de l'état actuel de l'économie mondiale, mue par une quête incessante de rentabilité au détriment de l'environnement et demande si l'Organisation Mondiale du Commerce ne pourrait pas constituer un forum approprié pour débattre de la protection de l'environnement. M. Rouvière note que l'orateur n'a pas souligné l'importance de la préservation énergétique ni des défis posés par les déchets nucléaires. Il fait également remarquer que, si les pays occidentaux développaient moins d'armes nucléaires, les autres pays seraient moins enclins à augmenter leur propre arsenal nucléaire.

3. En ce qui concerne la rentabilité, M. Ritch se dit confiant et pense que, si des pays prennent des mesures courageuses pour imposer la détermination du coût des effets externes sur les émissions, les mécanismes de marché dans les sociétés occidentales mettraient en évidence l'avantage du coût relatif de l'énergie nucléaire. L'OMC ne devrait pas constituer un forum pour ce dialogue.

4. M. Ritch estime qu'une trop forte focalisation sur les économies d'énergie serait contre-productive, parce que l'Inde, la Chine et le Brésil sont peu susceptibles de « freiner leur avance » vers le progrès technologique. Il y aura inévitablement une explosion de la consommation énergétique sur notre planète. Les politiques des gouvernements devraient donc s'efforcer de trouver une source d'énergie pouvant être utilisée proprement et produite avec efficacité. L'industrie gère les déchets nucléaires de manière sûre et il n'y a aucune raison de ne pas pouvoir traiter des volumes de déchets plus importants. En ce qui concerne la prolifération nucléaire, M. Ritch déplore que les Etats détenteurs de l'arme nucléaire ne respectent pas leurs engagements aux termes de l'article 6 du Traité sur la Non-prolifération des armes nucléaires.

5. **Hugh Bayley** (UK) souligne que le stockage des déchets nucléaires pose des questions à la fois au plan de l'environnement et au plan de la sécurité. Selon lui, il serait préférable, en termes de sécurité, d'avoir trois ou quatre sites d'enfouissement des déchets pour l'ensemble de l'UE plutôt qu'un site dans chaque Etat membre. Il demande quelles sont les perspectives de coopération internationale en la matière. M. Ritch reconnaît que des dépôts régionaux seraient une bonne idée.

6. **Kurt Bodewig** (DE), **Assimina Xirotiri-Aikaterinari** (GR) et **Ana Maria R.M. Gomes** (Parlement européen) préconisent un ensemble diversifié de sources énergétiques. M. Ritch reconnaît que l'Occident doit profiter de tous les outils d'énergie propre disponibles, mais qu'aucune solution au défi global de l'énergie n'est possible si l'on n'accorde pas une place centrale à l'énergie nucléaire.

7. Mme Xirotiri-Aikaterinari pose la question de la relation entre la stabilité politique et le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans certains pays. M. Ritch répond que de nombreux pays en développement comme l'Indonésie, l'Inde, l'Afrique du Sud et Taïwan utilisent largement l'énergie nucléaire et que leurs usines, selon lui, ne constituent aucune menace.

II. **Exposé de M. Donald J. Johnston, Secrétaire général de l'OCDE, *Les résultats de la réunion de 2006 du Conseil ministériel de l'OCDE et l'avenir de l'organisation***

8. **Donald J. Johnston**, Secrétaire général de l'OCDE, évoque le récent Conseil ministériel de l'OCDE et l'avenir de l'organisation. Il commence par noter qu'il existe actuellement 30 pays membres de l'OCDE. La Corée, la Slovaquie et la Pologne sont les membres les plus récents. M. Johnston souligne qu'il existe une convergence de vues sur les politiques macro-économiques. Cela dit, de nombreux gouvernements s'inquiètent des conséquences d'une attitude visant à autoriser les marchés à fonctionner, et il propose qu'un cadre régulateur rigoureux soit mis en place pour instaurer une plus grande transparence. Il décrit la technologie comme une force motrice de l'augmentation de la productivité et reconnaît que l'innovation est nécessaire pour la croissance à long terme. Le recul démographique en Europe représente une autre source de préoccupation. D'une part, cela réduit le poids économique de la région, ce qui est bon pour l'environnement d'autre part, cela signifie que le nombre de citoyens en mesure de supporter une main-d'œuvre vieillissante et pensionnée diminue. La migration constitue une réponse au problème, mais l'intégration représente toujours un défi. M. Johnston pense que l'OCDE devrait inclure la Russie parmi ses membres parce que cela favoriserait l'adoption des pratiques de l'OCDE dans ce pays.

9. **Jos van Gennip** (NL) s'enquiert du rôle du FMI et de la Banque Mondiale. M. Johnston répond que la Banque Mondiale surveille les économies des pays en développement et suggère une certaine consolidation de ces organismes.

10. **Roy Cullen** (CA) demande à M. Johnston si la mesure du PIB par habitant convient pour comparer et surveiller des économies nationales. Il fait référence à l'indice de la qualité de vie et demande si l'OCDE a envisagé d'autres mesures que celles généralement utilisées en économie. M. Johnston reconnaît que le PIB n'est pas le critère idéal, mais pense que le PIB par habitant est une bonne mesure dans les pays avancés. Il évoque la nécessité de développer de meilleurs outils de mesure basés sur la durabilité (économie, environnement, social).

11. **John Sewel** (UK) pose la question du patriotisme économique et de la protection des sociétés nationales. M. Johnston indique que l'OCDE ne défend pas les champions du nationalisme, mais pense que certains secteurs stratégiques, comme la sécurité nationale, peuvent être contrôlés à juste titre par l'Etat.

12. **Abdelkrim Harchaoui** (DZ) débat de questions entourant le transfert de capitaux des pays développés vers les pays en développement par le biais de l'externalisation. Il demande à M. Johnston ce que l'OCDE pourrait faire pour être sûr que les investissements et transferts de fonds ne se limitent pas aux mécanismes du libre marché. M. Johnston indique qu'il faut à la fois une bonne gouvernance et des investissements adéquats. Qui plus est, il existe déjà des mécanismes de surveillance qui veillent à ce que la crise économique asiatique ne se reproduise plus jamais.

III. Examen du projet de rapport général sur *La sécurité énergétique* [064 ESC 06 F], présenté par Jos van Gennip (NL), rapporteur général

13. M. van Gennip analyse le lien entre la sécurité énergétique et la sécurité nationale. L'explosion de la demande en Chine et dans les pays en développement entraîne les prix de l'énergie à la hausse sur un marché où l'offre est déjà limitée. L'absence d'investissements dans l'infrastructure énergétique met en péril les approvisionnements énergétiques futurs. La dépendance croissante des Etats-Unis envers le pétrole importé et la dépendance croissante de l'Europe envers le gaz russe risquent de précipiter l'avènement d'interruptions d'approvisionnement pour diverses raisons. Les champions de l'énergie nationale et du protectionnisme économique représentent un autre défi auquel est confrontée la communauté européenne. M. van Gennip évoque les 'goulots d'étranglement' maritimes où une attaque terroriste pourrait entraver le transport du pétrole vers le marché mondial. Il souligne la possibilité d'un rôle pour l'OTAN dans le dialogue euro-atlantique à propos de l'énergie. M. van Gennip discute brièvement des technologies énergétiques telles que le gaz liquéfié, le charbon propre et une énergie renouvelable moderne, car les technologies peuvent jouer un rôle important dans la sécurisation des futurs approvisionnements en énergie.

14. **Aziz Akgül** (TR) souligne que la Turquie peut et veut jouer un rôle dans la sécurisation des approvisionnements mondiaux en garantissant le transport du pétrole mondial par le biais de ses oléoducs et gazoducs et de ses terminaux énergétiques. **Victor Dobrosotski** (RU) répond en disant que la Russie reconnaît les préoccupations de l'Europe et déclare que la Russie est un fournisseur d'énergie sûr de l'Europe depuis plus de 30 ans. M. Sewel reconnaît que l'accélération de la croissance démographique et du développement économique aura un impact effrayant sur l'énergie et suggère que les pays augmentent leur capacité d'énergie nucléaire.

15. **Victor Voitenko** (RU) propose d'apporter des amendements écrits au rapport. Il répond aux préoccupations soulevées dans le rapport à propos du gazoduc russo-chinois qui détournerait les approvisionnements de l'Europe. Il précise que le gaz que reçoit l'Europe vient d'une région différente de celle d'où est expédié le gaz à destination de la Chine. Il souligne que le rôle de la Russie en tant que fournisseur d'énergie stable est crucial pour son acceptation au G8. Selon Mme Gomes, la coopération transatlantique est importante dans le secteur de l'énergie et les nouveaux investissements devraient se concentrer sur des technologies renouvelables et sur l'efficacité énergétique. M. van Gennip répond brièvement aux questions et se réjouit des témoignages écrits de la Russie.

IV. Examen du projet de rapport spécial sur *Les engagements du G8 en faveur des pays en développement* [067 ESC 06 F], présenté par Hugh Bayley (UK), rapporteur

16. Dans son exposé, M. Bayley indique que les engagements en matière de développement pris en 2005 par les pays développés envers l'Afrique doivent être surveillés et soutenus. Il évoque les politiques actuelles de développement et propose une courte analyse des mécanismes de surveillance en place pour garantir leur mise en oeuvre. M. Bayley souligne la nécessité d'un examen parlementaire plus efficace des politiques de développement élaborées par les gouvernements des différents Etats membres de l'AP-OTAN et rappelle qu'il est indispensable de partager les informations relatives à cette question.

17. Mme Gomes souligne que la relation entre l'Afrique et l'Europe doit être renforcée pour traiter le problème de l'immigration illégale. Elle souligne la nécessité de prendre en compte les facteurs qui incitent les immigrants africains à se rendre en Europe. Traiter de facteurs tels que la pauvreté et les conflits représente aussi un élément crucial de la lutte contre le terrorisme. M. Harchaoui fait référence aux cas récents d'immigrants de l'Afrique sub-saharienne prêts à voyager dans des conditions extrêmement périlleuses pour quitter le continent, ce qui révèle la

situation critique de pauvreté et la marginalisation extrême des populations d'Afrique subsaharienne, un défi pour toute l'humanité. M. Bayley reconnaît le fait que des gens sont prêts à affronter la mort lors d'un voyage dangereux vers l'Europe plutôt que de 'mourir à petit feu' en Afrique subsaharienne ; cette situation témoigne du besoin urgent d'apporter une meilleure qualité de vie par le biais du développement économique de l'Afrique subsaharienne.

18. Mme Gomes souligne le rôle que jouent les fonds rapatriés par les émigrants, l'importance de ces fonds dépassant souvent l'Aide officielle au développement (AOD) dans de nombreux pays. Elle déplore que les agendas de la sécurité et du développement soient souvent contradictoires. Elle indique que le projet de rapport ignore l'importance des femmes dans le développement international. Les microcrédits jouent un rôle critique quant à l'amélioration de la condition de la femme dans la mesure où ils peuvent apporter aux plus pauvres des plus pauvres les moyens de démarrer une affaire. M. Akgül poursuit sur cette voie en ajoutant que cette stratégie a été adoptée par les Nations unies, qui ont fait de 2005 « l'année du microcrédit ». M. Bayley se réjouit des commentaires de M. Akgül et indique à la Commission qu'il invitera M. Akgül à se joindre aux travaux de recherche sur l'impact du microcrédit sur le développement dans le cadre de la préparation de la version finale du rapport.

19. M. Akgül s'interroge également sur la relation entre pauvreté et terrorisme et souligne que le recrutement de terroristes couvre tout le spectre socio-économique. **Marcel Proulx** (CA) indique qu'il est dans l'intérêt de nos sécurités nationales de soutenir le développement et attire l'attention sur l'Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption (GOPAC). La corruption représente une contrainte majeure qui entrave les efforts déployés pour réduire la pauvreté. M. Bayley accueille la contribution de M. Proulx et demande que d'autres parlementaires apportent des exemples concrets de l'examen, par les parlements, des activités de développement dans leurs enceintes respectives afin que ces exemples puissent être repris dans la version finale du rapport.

V. Examen du projet de rapport de la Sous-commission sur la coopération et la convergence économiques Est-Ouest sur *La transition en Ukraine* [065 ESCEW 06 F] présenté par Margus Hanson (EE), rapporteur

20. **Margus Hanson** (EE) expose la situation en Ukraine au lendemain de la Révolution orange, y compris la stabilisation macroéconomique, les réformes institutionnelles et l'intégration de l'Ukraine dans le marché mondial. Il esquisse la situation en Ukraine lorsque, début 2006, le géant énergétique russe Gazprom a augmenté de manière spectaculaire les prix du gaz naturel alors qu'un grand froid régnait en Ukraine et coupé l'approvisionnement en gaz naturel de ce pays. Il évoque les développements politiques en Ukraine et l'état actuel du système juridique et judiciaire, des règles de marché et des réformes récentes. A long terme, il n'est pas exclu que l'Ukraine souhaite adhérer à l'UE et à l'OTAN. Le maintien d'un dialogue ouvert avec l'Ukraine et le support accru du Canada et des Etats-Unis pourraient faire de cette éventualité une réalité.

21. M. Voitenko fait remarquer que la Russie résout les problèmes de marché en ne considérant que le marché et que c'est cela qui s'est produit avec l'Ukraine fin 2005 et début 2006. Il demande à M. Hanson de vérifier si l'Ukraine a rompu ou non son contrat énergétique avec la Russie. M. Hanson répond en disant qu'il ne pense pas qu'il y ait eu violation de contrats mais la hausse phénoménale des prix du gaz entre les élections donne l'impression d'une connotation politique. M. Bodewig souligne la nécessité de faciliter les échanges commerciaux transfrontaliers et de poursuivre le dialogue avec le Bélarus. **Andriy Shkil** (UA) répond aux commentaires de M. Voitenko.

VI. Examen du projet de rapport de la Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques sur *Défi posé par le développement de la Chine* [066 ESCTER 06 F], présenté par Petras Austrevicius (LT) et John Boozman (US), Corapporteurs

22. Dans son exposé, **Petras Austrevicius** (LT) souligne que la communauté internationale attend de la Chine qu'elle joue un rôle positif et engagé dans les relations internationales et accueille favorablement le fait que les dirigeants chinois indiquent que c'est précisément ce qu'ils souhaitent faire. Le projet de rapport reconnaît toutefois que, pour que la Chine garde le cap, reste tournée vers l'extérieur et augmente ses propres enjeux dans l'ordre mondial, elle devra veiller à ce que les régions moins développées de l'arrière-pays se sentent elles aussi impliquées. **John Boozman** (US) intervient brièvement pour souligner l'appui à apporter à la croissance économique chinoise, tout en faisant remarquer que le gouvernement américain s'inquiète plus particulièrement d'aspects tels que les droits de propriété intellectuelle, les pratiques commerciales, les taux de change et l'accroissement de la puissance militaire chinoise. M. Boozman souligne les mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis pour tenter d'augmenter la coopération et le dialogue américano-chinois afin de lever ces inquiétudes.

23. L'ambassadeur de Chine en France, S.E. M. Zhao Jinjun, souligne que sa présence à la réunion de la Commission atteste le 'développement normal' entre la Chine et l'OTAN. Il se réjouit de l'intérêt spécifique que l'Assemblée porte à la Chine et à son arrière-pays et exprime l'espoir que cet intérêt perdurera. Il rappelle les 'changements spectaculaires' survenus en Chine depuis 1978 et notamment, ses succès dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. L'ambassadeur Jinjun souligne cependant que la pauvreté rurale demeure un problème grave et insiste sur le fait que le gouvernement chinois est pleinement conscient qu'il faut absolument résoudre les problèmes agricoles si l'on veut que les paysans chinois puissent bénéficier des réformes. L'ambassadeur Jinjun indique également que la Chine a pris des engagements envers un développement pacifique et qu'elle a besoin d'un environnement international de paix pour y parvenir.

24. Pour **Alessandro Forlani** (IT), le principal problème dans les relations entre l'Occident et la Chine réside dans les droits de l'homme, le pluralisme politique et le respect des minorités ethniques. Il souligne la nécessité de débattre de la liberté religieuse, de la peine de mort, de la situation au Tibet et du besoin de souveraineté de la République de Taïwan. M. Boozman partage cet avis.

25. M. Bodewig souligne que la région développée de Chine est très dynamique, et affiche un taux de croissance de 10%, ce qui pose la question de savoir si les pays donateurs devraient ou non demander à la Chine de soutenir son propre développement rural. M. Austrevicius préconise le maintien de l'aide internationale à la Chine sous des formes telles que des plans d'assistance technique.

26. M. Voitenko n'est pas d'accord avec l'affirmation qui apparaît dans le projet de rapport selon laquelle l'accélération des réformes judiciaires et politiques sera source d'une plus grande stabilité en Chine. Selon lui, des réformes hâtives dans ce domaine entraîneraient des troubles sociaux et le taux de croissance élevé que la Chine connaît aujourd'hui est le fruit d'une politique équilibrée dans laquelle la communauté internationale devrait s'abstenir d'intervenir. Il souligne en outre que la Russie va augmenter ses fournitures de pétrole à la Chine mais que ce développement ne répond à aucune visée stratégique qui tenterait d'opposer Chinois et Européens. M. Austrevicius et M. Boozman sont d'accord pour dire que la poursuite des réformes juridiques et politiques doit se faire de manière raisonnable et équilibrée ; la mise en oeuvre de ces réformes sera cependant vitale pour la sécurité nationale en Chine et la sécurité internationale dans son ensemble.
